



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Les-Etats-Unis-encore>

ENVIRONNEMENT

# Les États-Unis, encore

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1020 - avril 2002 -

Date de mise en ligne : dimanche 21 janvier 2007

Date de parution : avril 2002

## **Description :**

Ce qui est bon pour les États-Unis peut être mauvais pour le monde, quoi qu'en dise un économiste de Yale.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Nos lecteurs connaissent le souci de Jean-Claude Pichot pour tout ce qui touche à la dégradation de notre environnement. C'est ce qui l'a amené à retenir pour nous ce qui suit d'un article de réflexion de P. Delacroix, pilote du Réseau Énergie Climat, publié dans France Nature Environnement, Info énergie, en février 2002 :**

L'analyse de Hervé Kempf intitulée

## **Ce qui est bon pour les Etats-Unis l'est-il pour le monde ?**

qui a été publiée par Le Monde du 8 janvier, aurait mérité d'être bien plus visible. Pour Kempf, les six mois écoulés montrent que les actuels dirigeants américains ne se posent même plus cette question. Le mode de vie américain n'a pas à être discuté, voire corrigé, parce qu'il est juste, et les termes de la croissance - en particulier celle de la consommation énergétique - resteront inchangés. Le reste du monde n'a qu'à l'accepter ! Et s'il ne l'accepte pas, d'évidence, on le lui fera accepter de force - comme pour les OGM ou pour l'hormone de lactation. Si le propos sonne si fort, c'est parce que chacun d'entre nous en ressent profondément la réalité, au vu de ce qui se déroule sous nos yeux sur la planète (et pas seulement depuis le 11 septembre).

Plus encore, comme l'écrit avec humour une Amie de la Terre de l'Essonne, l'Amérique offre « un accueil chaleureux à l'effet de serre » ! Et de citer les propos du Dr Mendelsohn, économiste à l'Université Yale : « ... Le résultat final est que, selon toute probabilité, les bénéfices économiques du réchauffement climatique l'emporteront légèrement sur les coûts en Amérique. L'hypothèse la plus probable, qui envisage un réchauffement de 2°C et une élévation du niveau des océans de 30 cm au cours du siècle, laisse attendre un bénéfice annuel net de 20 milliards de \$. Bien sûr, il n'est pas possible de chiffrer en dollars certains effets du réchauffement climatique, comme la disparition d'espèces ou la souffrance des gens qui sont délocalisés. La plupart des Américains préféreraient probablement que le climat ne soit pas modifié », et le Dr Mendelsohn les comprend : « S'il était possible à bon marché d'éviter le réchauffement, j'opterais pour un climat stable », affirme-t-il, « mais ce ne serait pas bon marché... Il me semble que ce serait un très mauvais investissement. Je préférerais consacrer cet argent à des programmes à mener tout de suite pour faire baisser la pollution, pour améliorer la santé publique et pour établir des zones dédiées à la conservation de la biodiversité. Nous en tirerions des bénéfices plus élevés, et nous n'aurions pas à attendre 100 ans pour les obtenir ».

Encore une fois, la plupart des bénéfices se situeront dans le Nord, alors que les fermiers des tropiques seront amenés à souffrir. « C'est clairement injuste », reconnaît le Dr Mendelsohn. « Les perdants sont les pays tropicaux pauvres, et pas les pays industrialisés riches qui sont responsables de la plus grande partie de la pollution. Même s'il ne vaut pas la peine d'essayer de stopper ce réchauffement du climat, je crois que nous avons la responsabilité de rendre justice aux pays tropicaux. Nous devrions dès maintenant être en train de les aider à se développer économiquement. Plus ils seront développés, mieux ils pourront s'adapter ».

<span class='spip\_document\_303 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:250px; '>



Il nous semble que le propos se passe de commentaires, pour saisir à la fois la perversité de la démarche consistant à appuyer la décision politique sur la seule référence du marché et le cynisme des élites américaines qui en acceptent le principe.

Heureusement, d'autres forces sont en marche, en Amérique comme ailleurs. Des gouverneurs des États du nord-est des États-Unis et des dirigeants de provinces canadiennes de l'Est ont signé récemment un Plan commun d'action contre le changement climatique (Les Echos, ce même 8 janvier). « Il s'agit d'un geste politique majeur », écrit un expert américain, « et l'administration fédérale ne pourra plus se contenter d'ignorer la problématique du changement climatique ». Pour notre part, nous voulons aussi mettre nos espoirs dans la résistance au cynisme, qui s'exprimera en cette année 2002, de la Conférence de Porto Alegre à celle de Johannesburg en septembre sur le Développement Durable.

Non, les jeux ne sont pas faits, Monsieur Bush !